

**REGLEMENT INTERIEUR  
DU CONSEIL DE LA  
METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

Groupe de travail en charge de l'élaboration du  
Règlement Intérieur  
Version arrêtée le 21 juin 2016

## **PREAMBULE**

Conformément au renvoi opéré par l'article L.5211-1 Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux sont applicables aux organes délibérants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), tant qu'elles ne sont pas contraires au titre spécifique à la coopération intercommunale.

En conséquence, à l'instar des conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit se doter d'un règlement intérieur dans les conditions définies par les articles L.2121-7 et suivants du CGCT.

Le règlement intérieur de l'assemblée délibérante de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pour objet de préciser les modalités de son fonctionnement en complément et dans le respect des lois et des règlements en vigueur.

Afin d'informer le plus largement les membres du Conseil de la Métropole, le présent règlement comprend les références aux principales règles de fonctionnement des assemblées délibérantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Conseil métropolitain, Bureau métropolitain) définies par le CGCT mais également les dispositions obligatoires suivantes :

- Les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés par les conseillers métropolitains (article L. 2121-12) ;
- Les règles de présentation et d'examen ainsi que la fréquence des questions orales (article L. 2121-19) ;
- Les conditions d'organisations des débats d'orientations budgétaires (article L. 2312-1) ;
- Les modalités du droit d'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité dans les bulletins d'information générale (article L. 2121-27-1) ;
- Les conditions de présentation et d'examen de la demande, émanant d'un sixième de conseillers, de constitution d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt métropolitain ou de procéder à l'évaluation d'un service métropolitain (article L. 2121-22-1) ;
- Les modalités de fonctionnement de la conférence métropolitaine des maires (article L. 5218-9) ;
- Les sièges des conseils de territoire.

### **Chapitre 1 : Organisation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

#### **Article 1. Composition du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

*Articles L5217-6 du CGCT*

Le Conseil de la Métropole est l'organe délibérant de l'EPCI. Il règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence de la Métropole.

Le Conseil de la Métropole est composé de 240 conseillers métropolitains qui représentent les 92 communes membres. La répartition des sièges par commune, constatée par arrêté interpréfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2015, dépend du poids démographique de chacune d'elles.

#### **Article 2. Siège du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

*Article L.5218-3 du CGCT*

Son siège est fixé par la loi à Marseille et, par Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, son adresse a été fixée à : Immeuble Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille.

### **Article 3. Composition des Conseils de territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

*Article L.5218-4 du CGCT*

La Métropole est divisée en territoires et, dans chacun d'eux, est créé un Conseil de territoire composé des conseillers de la métropole d'Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire.

Conformément au Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, celle-ci est composée de six territoires, constitués comme suit :

- Le Conseil de Territoire regroupant les communes de : Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Celui-ci compte 131 conseillers métropolitains.

- Le Conseil de Territoire regroupant les communes de : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

Celui-ci compte 55 conseillers métropolitains.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues.

Celui-ci compte 21 conseillers métropolitains.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie.

Celui-ci compte 16 conseillers métropolitains.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Celui-ci compte 10 conseillers métropolitains.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts.

Celui-ci compte 7 conseillers métropolitains.

### **Article 4. Dénomination et siège des Conseils de territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

*Article L.5218-5 du CGCT*

- Le Conseil de Territoire regroupant les communes de : Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons est dénommé : Conseil de Territoire Marseille Provence.

Son siège est fixé : Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livon, 13007 MARSEILLE.

- Le Conseil de Territoire regroupant les communes de : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles est dénommé : Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Son siège est fixé : Hôtel de Boadès, 8 Place Jeanne d'Arc, CS 40868, 13626 Aix-en-Provence.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues est dénommé : Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Son siège est fixé : 281 boulevard Maréchal Foch - 13300 Salon de Provence.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie est dénommé : Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Son siège est fixé : 932 avenue de la Fleuride – Z.I. Les Paluds – B.P. 1415 – 13785 Aubagne Cedex.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône est dénommé : Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Son siège est fixé : Chemin du Rouquier – B.P. 10647 – 13808 Istres Cedex.

- Le Conseil de territoire regroupant les communes de : Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts est dénommé : Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Son siège est fixé : Rond-Point de l'Hôtel de Ville – B.P. 90104 – 13693 Martigues Cedex.

## **Article 5. Saisine des Conseils de territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

*Article L.5218-7 du CGCT*

Préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de territoire est saisi pour avis, dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours, des rapports de présentation et des projets de délibération satisfaisant aux deux conditions suivantes :

- leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire ;
- ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de territoire peut demander, par délibération, l'inscription à l'ordre du jour de toute affaire intéressant le territoire ou émettre des vœux sur tous les objets intéressant le territoire.

La délibération ou le vœu sera obligatoirement inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Métropole, dans la limite d'une délibération ou d'un vœu par Conseil de la Métropole et par Conseil de Territoire.

## **Chapitre 2 : Organisation des séances du Conseil Métropolitain**

### **Article 6. Périodicité des séances**

*Article L.5211-11 du CGCT*

Le Conseil de la Métropole se réunit au moins une fois par trimestre.

### **Article 7. Lieux de réunion du Conseil de la Métropole**

*Article L.2121-7 du CGCT*

Le Conseil de la Métropole siège à l'adresse suivante : immeuble Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille (Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence).

Toutefois, il peut être réuni, ponctuellement, dans tout autre lieu situé sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Dans le respect de ces principes, le Conseil de la Métropole a, par délibération, n° HN 017-019/16/CM du 17 mars 2016, fixé les lieux susceptibles d'accueillir une séance du Conseil et/ou du Bureau métropolitain.

Le Conseil métropolitain peut en effet se réunir :

- au siège administratif de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'adresse figure supra ;
- au Palais des Congrès et des Expositions de Marseille.

Le choix du lieu de la séance appartient au Président de la Métropole.

## **Article 8. Convocations et dossiers préparatoires aux séances**

*Articles L.2121-10 et L.2121-12 du CGCT*

Le lieu, la date et l'heure de chaque séance sont précisés dans chaque convocation et le public en est informé par tout support adéquat (voie de presse, affichage, etc.).

La convocation est signée par le Président de la Métropole. Elle est adressée 5 jours francs<sup>1</sup> avant la séance par écrit au domicile des conseillers métropolitains, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse ou s'ils souhaitent la recevoir par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix.

En début de mandat, chaque élu fera connaître son choix de recevoir les convocations par courriel ou sur support papier à l'adresse de son choix (avec accusé de réception). Ce choix restera valable tant qu'il ne sera pas dénoncé par écrit.

La convocation est mentionnée au registre des délibérations et affichée ou publiée.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président, sans pouvoir être toutefois inférieur à 1 jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Avec cette convocation indiquant les questions inscrites à l'ordre du jour, fixé par le Président, sont transmis, à tous les membres du Conseil métropolitain, les projets de délibération. Les annexes aux projets de délibération sont selon le cas jointes aux projets de délibération correspondants, **ou** consultables au sein des services en fonction du volume qu'elles représentent.

Les annexes non numérisables sont consultables dans les locaux du service des assemblées de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux jours et heures d'ouverture dudit service.

Chaque Président de Conseil de Territoire et Président de Groupe recevra systématiquement une copie de chaque dossier.

Dans tous les cas, ces documents sont tenus en séance, à la disposition des conseillers métropolitains.

## **Article 9. Ordre du jour**

*Article L.2121-10 du CGCT*

L'ordre du jour est fixé par le Président. Il mentionne l'objet des délibérations.

## **Chapitre 3 : Tenue des séances**

### **Article 10. Présidence**

*Article L. 2121-14 du CGCT*

Les séances du Conseil métropolitain sont présidées par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut, par un Vice-président dans l'ordre des nominations.

Lorsque le compte administratif est débattu, le Conseil métropolitain nomme son Président de séance. Dans ce cas, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

### **Article 11. Secrétariat de séance**

*Article L.2121-15 du CGCT*

Au début de chaque séance, l'assemblée délibérante, sur proposition du Président de séance, nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

---

<sup>1</sup> Entre le jour de l'envoi de la convocation et le jour de la réunion, il doit y avoir au moins 5 jours. Le nombre de jour franc est respecté quand bien même un samedi, un dimanche ou un jour férié seraient compris dans ces 5 jours.

Ces fonctions consistent à assister le Président de séance dans la constatation des votes et le dépouillement des scrutins et à contrôler et valider l'élaboration du procès-verbal de la séance.

Les agents du service en charge des assemblées sont des auxiliaires du secrétaire de séance.

#### **Article 12. Quorum**

*Article L2121-17 du CGCT*

Le Conseil ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Le conseiller absent ayant donné pouvoir ou procuration n'est pas compris dans le calcul du quorum.

La présence des membres du Conseil est vérifiée par appel nominatif au début de la séance et est contresignée sur une feuille de présence insérée dans le registre des délibérations.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance et lors de la mise en discussion de chaque question inscrite à l'ordre du jour.

Quand, après une première convocation régulièrement faite, le conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, les délibérations prises, après la seconde convocation à 3 jours au moins d'intervalle, sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

#### **Article 13. Pouvoirs**

*Article L.2121-20 du CGCT*

Un conseiller empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom. A cet effet, un pouvoir original doit être remis au service des assemblées.

Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de 3 séances consécutives.

Le vote par procuration est admis pour tous les modes de scrutin.

Tout conseiller appelé à quitter la séance peut donner une procuration à un autre élu de son choix. Le pouvoir doit alors être remis aux agents du service en charge des assemblées.

### **Chapitre 4 : Organisation des débats**

#### **Article 14. Dispositions générales**

Le Président de séance dirige les débats et a seul la police de l'assemblée. Il peut rappeler à l'ordre le conseiller qui tient des propos ou adopte des comportements contraires à la loi ou au respect de la personne. Si celui-ci, rappelé à l'ordre, ne se soumet pas à la décision, la séance peut être suspendue ou même levée.

Le Président de séance appelle les affaires figurant à l'ordre du jour, en suivant leur rang d'inscription.

Une modification dans l'ordre des affaires soumises à l'ordre du jour peut être proposée par le Président, à son initiative ou à la demande d'un conseiller.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé oral sommaire par le Président de séance ou le rapporteur désigné.

#### **Article 15. Demande de parole sur les questions inscrites à l'ordre du jour**

Tout conseiller qui désire prendre part au débat doit demander la parole au Président de séance ; elle est donnée dans l'ordre dans lequel elle est demandée.

Si plusieurs conseillers demandent la parole en même temps, l'ordre des orateurs est fixé par le Président de séance.

#### **Article 16. Prise de parole des élus**

Au cours de la conférence des Présidents de groupe telle que prévue à l'article 40 du présent règlement, la durée globale de la séance ainsi que celle des interventions des Conseillers métropolitains pourra être fixée.

Ces dernières sont réparties conformément à la représentation de chacun des groupes formés à l'intérieur du Conseil de la Métropole.

Les Conseillers métropolitains qui n'appartiennent à aucun groupe disposent d'un temps de parole proportionnel à leur nombre.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle aux pouvoirs que détient le Président de la Métropole en matière d'organisation des débats et de police de l'Assemblée.

Le temps de parole de chaque intervenant fait l'objet d'un décompte minuté, publié au procès-verbal de la séance.

#### **Article 17. Réunion à huis-clos**

*Article L.5211-11 du CGCT*

Sur la demande de cinq membres du Conseil de la Métropole ou de son Président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

#### **Article 18. Rapport d'orientations budgétaires**

*Article L 2312-1 et L5211-36 du CGCT*

Dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, le Président présente au Conseil métropolitain un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat dont il est pris acte par une délibération spécifique.

Le rapport mentionné précédemment comporte en outre une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces documents sont mis à disposition du public au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux sièges des mairies de ses communes membres.

Ce débat est régi par les mêmes règles que les autres séances de conseil.

#### **Article 19. Suspension de séance**

Une suspension de séance peut être décidée à tout moment par le Président. Elle peut être demandée par tout conseiller métropolitain. La première demande de suspension d'un Président de groupe est de droit et le Président en fixe la durée.

#### **Article 20. Enregistrement des débats**

Les séances du Conseil sont enregistrées sur supports audio et vidéo.

Ces enregistrements sont destinés à établir les procès-verbaux de séances prévus à l'article 30 et sont ensuite archivés.

#### **Article 21. Retransmission multimédia des débats**

*Article L.2121-18 du CGCT*

Tout ou partie des séances du conseil peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

## Chapitre 5 : Vote des délibérations

### Article 22. Adoption des délibérations

Article L 2121-20 du CGCT

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés sauf dans les cas où des dispositions législatives imposent une majorité qualifiée.

Lorsque l'exercice des compétences mentionnées dans l'article L.5217-2 du CGCT est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt métropolitain, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers des membres du conseil en exercice.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

### Article 23. Conseillers intéressés

Article L. 2131-11 du CGCT

Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du Conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

En conséquence, les membres du Conseil intéressés à la question qui fait l'objet d'une délibération, soit en leur nom, soit comme mandataires, ne peuvent prendre part ni au débat, ni au vote.

Il leur appartient au vu du contenu des délibérations qui leur est proposé de vérifier qu'ils peuvent ou non prendre part au débat et au vote. Si tel est le cas, chaque conseiller en fait part oralement au Président, préalablement à l'examen de la délibération. Cette mention est alors portée au procès-verbal de la séance et sur la délibération.

### Article 24. Modalités de vote et de scrutin

#### a) Les modalités de vote :

Le Conseil de la Métropole pourra voter selon l'une des modalités suivantes, arrêtée par le Président de la Métropole pour chaque délibération.

#### 1- Le vote à main levée :

Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire pour l'ensemble des rapports présentés en Conseil de la Métropole, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant obligatoirement un mode de scrutin secret.

Il est constaté par le Président de séance et le secrétaire qui comptent le nombre des votants pour et contre ainsi que le nombre d'abstentions.

#### 2- Le vote électronique :

Le Conseil de la Métropole, par délibération, a approuvé le principe du recours au vote électronique.

Au début de chaque séance un boîtier nominatif destiné au vote électronique est remis à chaque membre du Conseil.

Au début de la séance comme en cours de séance, le détenteur d'un pouvoir dûment établi dans les conditions définies à l'article 13 du présent règlement, se voit remettre le boîtier de son mandat.

Si un élu quitte la séance avant la fin de celle-ci, il peut remettre son boîtier de vote à un autre élu à condition d'établir un pouvoir écrit dans les conditions fixées par l'article 13. Un même élu ne peut donc être détenteur de plus de deux boîtiers de vote électronique. Si aucun pouvoir écrit n'est établi, l'élu doit remettre son boîtier aux auxiliaires du secrétaire de séance à l'entrée de la salle de réunion.

S'il s'avère qu'un boîtier de vote électronique est défectueux, l'élu concerné le fait savoir immédiatement au Président de séance afin qu'un autre boîtier lui soit attribué.

Il est recouru au vote électronique soit sur décision du Président de la Métropole, soit pour les votes dont la majorité qualifiée est requise par les textes, soit enfin pour tout vote au scrutin secret.

#### **b) Les modes de scrutin :**

##### **1- Scrutin public :**

*Article L.2121-21 du CGCT*

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.

Au scrutin public, chaque conseiller métropolitain, à l'appel de son nom, répond « oui » pour l'adoption, « non » pour le rejet, déclare qu'il s'abstient ou qu'il ne prend pas part au vote.

Au fur et à mesure des réponses, le secrétaire de séance en fait le compte, l'arrête et le remet au Président qui proclame le résultat.

Le procès-verbal de séance ainsi que le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Lorsque le vote électronique est utilisé, si après l'annonce du résultat dudit vote, un membre du Conseil souhaite s'assurer de l'exactitude de son vote, il doit en faire la demande publiquement auprès du Président.

Mention sera faite de sa demande orale et du sens de son vote au procès-verbal de la séance.

##### **2- Scrutin secret :**

*Article L.2121-21 du CGCT*

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Le Conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou pour les présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin

## **Chapitre 6 : Les amendements**

### **Article 25. Conditions de dépôt**

Des amendements peuvent être proposés sur toute affaire inscrite à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole.

Ils doivent être motivés, rédigés et signés par le ou les conseillers métropolitains rédacteurs et remis au Président de la Métropole, **deux jours** francs au moins avant la tenue de la séance où sont examinées les affaires qui font l'objet d'amendement.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'irrecevabilité de l'amendement concerné qui est constatée par le Président au moment de l'examen de l'affaire ayant fait l'objet de l'amendement.

Sur chaque amendement, seuls l'un des conseillers signataires et le Président de séance ont le droit d'échanger dans un court débat.

Avant de passer au vote, le Président pourra donner la parole à chacun des Présidents de groupe politique pour qu'ils précisent la position qu'ils soutiennent.

### **Article 26. Vote**

Pour les amendements déposés dans les conditions précitées, le Conseil de la Métropole décide sur proposition du Président si les amendements sont mis en délibération ou s'ils sont renvoyés pour examen de la commission compétente.

Les amendements, du plus éloigné au plus proche de la question principale, sont mis aux voix avant la question principale.

**Article 27. Questions écrites**

Les conseillers métropolitains peuvent poser au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des questions écrites sur tout objet d'intérêt métropolitain et ce, dans la limite de 10 questions par conseiller métropolitain et par an.

Les questions écrites doivent être adressées au Président par courrier ou par courriel (president@ampmetropole.fr).

Le Président répond par écrit dans un délai de 45 jours à compter de la date de réception de la question posée.

Le texte des questions et des réponses sera publié sur le site internet de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Article 28. Questions orales**

*Article L.2121-19 du CGCT*

Les conseillers ont la possibilité de poser des questions orales. Celles-ci sont déposées dans un délai de 2 jours francs, avant la séance de chaque Conseil, au secrétariat du Président de la Métropole, dans la limite de 10 questions par conseiller métropolitain et par an.

Ces questions devront porter exclusivement sur des sujets présentant un intérêt métropolitain.

Le Président répond en séance et la question n'entraîne ni vote, ni débat.

Si une question nécessite un complément d'information, le président de séance peut décider d'en différer la réponse à la séance suivante du conseil.

Les questions orales sont examinées à la fin de l'ordre du jour de la séance du Conseil métropolitain.

**Article 29. Vœux ou motions**

*Article L.2121-29 du CGCT*

Le Conseil métropolitain peut émettre des vœux sur tout objet d'intérêt métropolitain. Il peut également émettre des motions dans le cadre des compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les vœux ou motions sont des expressions d'opinions qui :

- ne présentent ni caractère décisive, ni engagement juridique ou financier pour la Métropole ;
- ne sauraient former mise en demeure ou injonction vis-à-vis de l'exécutif de la Métropole.

Tout projet de vœu ou de motion doit être écrit, signé par un conseiller métropolitain et adressé, par courrier ou par courriel (president@ampmetropole.fr) à Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et devront lui être parvenus au moins 3 jours francs avant la séance du Conseil.

La recevabilité du projet de vœu ou de motion est appréciée par le Président ou son représentant.

Si le vœu est jugé recevable, il est présenté au Conseil.

## Chapitre 8 : Procès-verbaux

### Article 30. Établissement du procès-verbal

Le procès-verbal d'une séance est établi à partir de la transcription des débats. Le procès-verbal indique le sens du vote de chaque membre du conseil lorsqu'il est fait usage d'un scrutin public.

Le procès-verbal est transmis à chaque conseiller métropolitain, le cas échéant par voie dématérialisée, et soumis à l'appréciation du Conseil de la Métropole lors d'une séance ultérieure.

Lorsqu'il s'élève une réclamation contre la rédaction dudit procès-verbal, le Conseil décide, à la majorité, s'il y a lieu d'opérer une rectification.

Ces éventuelles modifications ou rectifications ne peuvent, en aucun cas, entraîner une reprise des débats en cause.

Après approbation par le Conseil, le procès-verbal est consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## Chapitre 9 : Police des séances

### Article 31. Police de l'assemblée

*Article L.2121-16 du CGCT*

Le Président de séance a seul la police de l'assemblée. Il lui appartient de prendre les mesures destinées à empêcher que soit troublé le déroulement des séances, y compris en faisant interdire, pour des raisons de sécurité et d'ordre public, l'accès de la salle ou du bâtiment aux personnes dont le comportement traduit l'intention de manifester et de perturber les travaux de l'assemblée.

### Article 32. Accès et tenue du public pendant les séances publiques

Les séances du conseil sont publiques. Pendant toute la durée des séances, les personnes placées dans l'auditoire doivent garder le silence. Toutes marques d'approbation ou de désaveux leur sont interdites.

## Chapitre 10 : Bureau métropolitain

### Article 33. Compétences

*Article L.5211-10 du CGCT*

Le Bureau métropolitain délibère dans les matières déléguées par le Conseil métropolitain. Il est rendu compte de l'exercice de cette délégation à la séance du Conseil la plus proche.

### Article 34. Fonctionnement

Le fonctionnement du Bureau est soumis aux mêmes règles que le Conseil, à l'exclusion des articles 27 à 29 du présent règlement.

## Chapitre 11 - Dispositions relatives à l'information des Conseillers

### Article 35. Conférence métropolitaine des maires

*Article L.5218-9 du CGCT*

Une conférence métropolitaine des maires est instituée sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, entre la Métropole et ses communes membres.

Elle peut être consultée pour avis lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Son avis est communiqué au Conseil métropolitain.

Les modalités de son fonctionnement sont fixées conformément au règlement spécifique de la Conférence Métropolitaine des Maires, annexé au présent document.

## **Article 36. Compte-rendu des décisions**

*Article L.5211-10 du CGCT*

Le Président établit un compte-rendu des décisions qui ont été prises en application des délégations de compétences du Conseil Métropolitain au Bureau et aux Président et Vice-présidents. Ce compte-rendu est transmis aux conseillers en même temps que l'ordre du jour de la séance.

## **Article 37. Informations complémentaires**

Toute demande d'informations complémentaires autre que la communication ou consultation des documents prévue à l'article 8 du présent règlement doit être adressée par écrit à Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence *par courrier à l'adresse suivante* : Immeuble Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille ou par courriel ([president@ampmetropole.fr](mailto:president@ampmetropole.fr)).

## **Chapitre 12 : Groupes de conseillers**

### **Article 38. Constitution**

*Article L.2121-28 du CGCT*

Les conseillers métropolitains peuvent se constituer en groupes d'élus. Ils sont composés de membres inscrits. Chaque groupe procède, en son sein, à la désignation de son Président.

Les groupes de conseillers se constituent par la remise au Président du Conseil métropolitain, d'une déclaration, signée de chacun de leurs membres inscrits, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur Président ainsi que de l'intitulé du groupe.

Toute modification ultérieure doit être portée à la connaissance du Président du Conseil métropolitain de la même façon.

L'effectif minimum de ces groupes est fixé à 18 (dix huit) membres. Aucun conseiller ne peut faire partie de plus d'un groupe.

Le placement des élus en séance du conseil est fait en fonction de la composition des groupes.

### **Article 39. Moyens de fonctionnement**

*Article L.2121-28 du CGCT*

Dans les conditions qu'il définit, le Conseil métropolitain attribue aux groupes d'élus pour leur fonctionnement, des moyens en personnel, locaux, matériel de bureau et prend en charge leur frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

Le Président de la Métropole est l'ordonnateur des dépenses.

La répartition des moyens est effectuée par délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

### **Article 40. La conférence des Présidents de groupe :**

Une conférence des Présidents de groupe est créée.

Elle est convoquée par le Président de la Métropole, dans un délai de 5 jours francs avant la tenue de la séance, aussi souvent que nécessaire en vue d'examiner l'ordre des travaux du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de faire toutes propositions concernant le bon déroulement de la séance.

Les convocations sont nominatives. En cas d'impossibilité pour un Président de groupe de participer à la séance, il doit porter par écrit à la connaissance du Président de la Métropole le nom de son représentant.

## **Article 41. Expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité**

*Article L.2121-27-1 du CGCT*

Un espace d'expression est réservé dans les éditions d'information générale sur les réalisations et la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence, quels qu'en soient les modes et supports de diffusion (papier, numérique, etc.), à l'expression de la diversité politique du Conseil de la Métropole.

Les contributions rédactionnelles des conseillers métropolitains sont transmises au directeur de la publication dans un délai de 20 jours avant la parution de la publication.

En application des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, le contenu de ce droit d'expression ne devra être ni diffamatoire, ni injurieux.

## **Chapitre 13 : Les commissions permanentes**

### **Article 42. Commissions permanentes de travail et d'étude**

*Article L.2121-22 du CGCT*

Par délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé la création des douze commissions permanentes de travail et d'étude suivantes :

- 1- Commission Finances et Administration Générale,
- 2- Commission Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement supérieur,
- 3- Commission Emploi, Formation professionnelle, Insertion,
- 4- Commission Transports, Déplacements et Accessibilité,
- 5- Commission Urbanisme et Aménagement,
- 6- Commission Développement territorial, Logement, Centres anciens, Contrat de ville,
- 7- Commission Environnement, Développement durable, Agriculture et Forêt,
- 8- Commission Cadre de vie, Traitement des déchets, Eau et assainissement,
- 9- Commission Tourisme, Valorisation du patrimoine,
- 10- Commission Mer, Littoral et Ports, Protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels,
- 11- Commission Voirie, Espaces publics et Grands équipements métropolitains,
- 12- Commission Culture, Sport, Grands événements métropolitains.

Ces commissions sont chargées d'étudier les dossiers de leur compétence et de préparer les délibérations qui sont soumises au Conseil et au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Chaque Commission comprend vingt membres titulaires désignés au sein du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

Elles émettent un avis consultatif à la majorité des membres présents.

Les membres des Commissions sont tenus au devoir de réserve.

Tous les Présidents de Groupe reçoivent l'ordre du jour et les rapports inhérents à toutes les Commissions.

Le calendrier des commissions sera adressé à chaque Président de Conseil de Territoire.

Le Président de la Métropole est Président de droit de chaque Commission métropolitaine et, lors de leur première réunion, les membres de la commission désigneront leur Vice-président qui sera chargé de convoquer la commission et de la présider lorsque le Président sera absent ou empêché.

Les Présidents de Conseil de Territoire sont membres de droit des commissions.

Les Commissions se réunissent à la diligence du Président de la commission, ou exceptionnellement sur la demande écrite de plus du tiers des membres de la Commission.

La police de la séance est assurée par le Président de la commission.

Les réunions des Commissions ne sont pas publiques.

Un relevé de conclusions est transmis aux membres de la Commission. Il comprend les noms des membres présents et absents et le compte-rendu des débats. Il est adressé à chaque membre de la Commission pour être approuvé lors de la Commission suivante.

Tout conseiller métropolitain a le droit de prendre connaissance des dossiers étudiés par les Commissions et des relevés de conclusions.

A la demande du Président de la commission, des personnes extérieures peuvent être entendues sur une question intéressant ladite Commission.

## **Chapitre 14 : Les groupes de travail**

### **Article 43. Groupe de travail pour élaborer le projet de pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

Par délibération, le Conseil de la Métropole a approuvé la création d'un groupe de travail pour élaborer le projet de pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce groupe est présidé par le Président de la Métropole ou son représentant et, est composée :

- des Présidents des Conseils de territoire ou leurs représentants,
- du Vice-président de la Métropole délégué aux finances,
- du Vice-président de la Métropole délégué au budget,
- du Vice-président de la Métropole délégué au projet métropolitain,
- du Vice-président de la Métropole délégué à la concertation territoriale,
- de 12 membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus,
- d'un représentant désigné par chaque Président de Conseil de territoire.

### **Article 44. Groupe de travail pour élaborer le règlement intérieur de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

Par délibération, le Conseil de la Métropole a approuvé la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer le projet de règlement intérieur du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce groupe est présidé par le Président de la Métropole ou son représentant et, est composée de 12 membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus.

## **Chapitre 15 : Autres commissions ou missions**

### **Article 45. Comité consultatif :**

*Article L. 5211-49-1 du CGCT*

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut créer des comités consultatifs sur toute question d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence et intéressant tout ou partie du territoire métropolitain.

Les comités consultatifs peuvent comprendre des membres n'appartenant pas au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, notamment des représentants des institutions et associations locales.

La composition du ou des comités consultatifs est fixée par le Conseil de la Métropole sur proposition du Président. Chaque comité consultatif est présidé par un membre du Conseil de la Métropole et, il établit chaque année un rapport communiqué au Conseil.

#### **Article 46. La commission consultative des services publics locaux :**

Par délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et la constitution de la Commission consultative des services publics locaux (C.C.S.P.L.).

En application de l'article L 1413-1 du CGCT, cette commission, présidée par le Président du Conseil de la Métropole, ou son représentant, comprend des membres du Conseil de la Métropole désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales nommés par le Conseil.

#### **Article 47. La commission d'appels d'offres :**

Par délibération, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et la composition de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Elle est composée, au scrutin de liste, dans le respect de la représentation proportionnelle au plus fort reste :

- du Président, Président de droit ou son représentant, Vice-président auquel a été délégué ses fonctions,
- de 5 conseillers métropolitains membres titulaires,
- de 5 conseillers métropolitains membres suppléants.

Sa composition et son fonctionnement sont régis par les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

#### **Article 48. La commission de délégation de service public :**

Par délibération, la Commission de délégation de service public a été constituée et est composée au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel comme suit :

- du Président ou de son représentant,
- de 5 conseillers métropolitains, membres titulaires
- de 5 conseillers métropolitains, membres suppléants.

#### **Article 49. La commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :**

Une Commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées sera constituée de membres du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de membres d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap (notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique), d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers.

#### **Article 50. Mission d'information et d'évaluation**

*Article L. 2121-22-1 du CGCT*

Le Conseil de la Métropole, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt intercommunal ou de procéder à l'évaluation d'un service public métropolitain.

Un même conseiller métropolitain ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général du Conseil de la Métropole.

Les conseillers demandeurs de la constitution de ladite mission adressent un courrier au Président en indiquant les motifs de la demande et l'objet de la mission 10 jours francs avant la date de la séance publique. Le Président présente cette demande à la plus prochaine séance du Conseil de la Métropole.

Le Conseil détermine le nombre d'élus composant la mission. Chaque groupe d'élus constitué selon les dispositions de l'article 38 du présent règlement aura au moins un représentant dans cette mission, le nombre restant étant réparti à la proportionnelle des groupes.

Le Conseil précise l'objet et la durée de la mission qui ne peut excéder 6 mois.

Le Président désigne le ou les fonctionnaires métropolitains qui seront le ou les interlocuteurs de la mission et qui auront en charge de faciliter son travail d'enquête.

Le rapport d'étude établi par la mission est présenté par son porte-parole au Président. Ce dernier l'inscrit à l'ordre du jour de la plus prochaine séance du Conseil. Le Conseil prend acte de ce rapport.

## **Chapitre 16 : Dispositions diverses**

### **Article 51. Portée du règlement intérieur**

Le présent règlement intérieur est applicable à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il entre en vigueur dès lors que la délibération décidant de son adoption a acquis le caractère exécutoire.

### **Article 52. Modification du règlement intérieur**

Une modification du règlement intérieur peut être examinée à la demande du Président de la Métropole.

Une modification peut également être examinée, à la demande d'un tiers des membres du Conseil métropolitain ou pour répondre à toute modification du cadre législatif ou réglementaire.

Toute demande de modification sera, préalablement à sa discussion en Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, transmise au groupe de travail mentionné à l'article 44 du présent règlement.

Toute modification doit être approuvée par délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

## **LA CONFERENCE METROPOLITAINE DES MAIRES**

---

### **Préambule :**

La conférence métropolitaine des maires est un organe de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont l'institution est prévue par les dispositions de l'article L. 5218-9 du code général des collectivités territoriales. Cette conférence est une instance dédiée aux maires des communes membres de la Métropole.

Conformément aux dispositions du code précité, la conférence métropolitaine des maires peut être consultée pour avis lors de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de la Métropole et cet avis est communiqué au Conseil de la Métropole.

Elle est également constituée comme une instance d'information, de travail et de propositions, dont l'organisation sous forme de plénières, de groupes de travail thématiques, de saisines consultatives, et de comité métropolitain des DGS des communes, permet la pleine implication permanente des communes.

### **Titre I : Fonctionnement de la conférence**

#### **Article 1-1 : Composition**

La conférence métropolitaine des maires est composée, de plein droit, par les maires des 92 communes membres de la métropole et par le président du conseil de la métropole.

#### **Article 1-2 : Présidence**

La conférence métropolitaine des maires est présidée, de plein droit, par le président du conseil de la métropole.

Le Président convoque la conférence métropolitaine des maires et en préside les séances plénières.

#### **Article 1-3 : Secrétariat général**

Le secrétariat général de la conférence métropolitaine des maires est assuré par les services de la Direction Générale Adjointe (DGA) déléguée à la concertation territoriale.

### **Titre II : Organisation des séances plénières d'échange et d'information**

#### **Article 2-1 : Périodicité des séances plénières**

La conférence métropolitaine des maires est réunie en séance plénière au moins deux fois par an.

Le président peut décider de convoquer les membres de la conférence pour la tenue d'une séance plénière à chaque fois qu'il le juge utile, notamment en amont des séances du conseil de la métropole ou sur des sujets d'actualité.

#### **Article 2-2 : Convocation**

La convocation à chaque séance plénière est effectuée par le Président de la Métropole. Elle indique la date, l'heure et le lieu de la séance.

La convocation est transmise à chaque maire par courrier électronique à une ou plusieurs adresses électroniques de son choix.

#### **Article 2-3 : Ordre du jour**

Le président fixe l'ordre du jour de la séance plénière.

#### **Article 2-4 : Publicité des séances plénières**

Les séances plénières ne sont pas publiques.

#### **Article 2-5 : Représentation et accompagnement des membres**

Les séances plénières de la conférence métropolitaine des maires sont réservées aux maires.

En cas d'empêchement, un maire ne peut pas se faire représenter par un tiers.

A l'occasion de chaque séance plénière, chaque maire peut se faire accompagner par un élu municipal ou un membre de l'administration municipale ou un membre du cabinet municipal. Ces accompagnants assistent à la séance dans un espace qui leur sera réservé et sans possibilité d'intervention orale.

#### **Article 2-6 : Experts et personnes qualifiées**

Le Président peut inviter des personnes non membres de la Conférence métropolitaine des Maires, à y assister ou à intervenir en qualité d'expert ou de personne qualifiée à l'occasion des séances plénières.

#### **Article 2-7 : Avis**

La conférence métropolitaine adopte ses avis à la majorité simple des membres présents lors de la séance plénière durant laquelle elle est consultée.

#### **Article 2-8 : Comptes-rendus de séance plénière**

Un compte-rendu synthétique est effectué après chaque séance plénière.

Ce compte rendu fait notamment état des consultations qui s'y sont déroulées et du sens des avis émis par la conférence lors de ces séances plénières.

Il est envoyé aux maires et aux membres du bureau de la métropole.

### **Titre III : L'organisation de groupes de travail « maires » thématiques**

#### **Article 3-1 : Mise en place des groupes de travail**

Le président peut décider de la mise en place de groupes de travail thématiques.

Ponctuels ou permanents, ces groupes sont créés sur la base des souhaits et attentes des communes, et/ou des vice-présidents thématiques métropolitains pour organiser la participation et la production de contributions.

#### **Article 3-2 : Fonctionnement des groupes de travail**

Les groupes de travail sont placés sous la présidence unique du vice-président du conseil de la métropole délégué à la concertation territoriale.

Les réunions de ces groupes de travail peuvent être organisées dans toute commune membre de la métropole.

Pour l'assister dans l'animation de ces groupes de travail, le vice-président du conseil de la métropole délégué à la concertation territoriale peut désigner parmi les maires, un co-animateur.

#### **Article 3-3 : Représentation et accompagnement des membres au sein des groupes de travail**

Chaque maire peut se faire accompagner par un ou des élus municipaux.

Il peut également déléguer un élu municipal pour le représenter.

Le maire ou l'élu municipal représentant le maire, peut se faire accompagner par un membre de l'administration municipale.

#### **Article 3-4 : Administration métropolitaine, experts et personnes qualifiées**

La présence de membres de l'administration métropolitaine ou de personnes extérieures intervenant à titre d'expertise doit être autorisée par le vice-président de la conférence métropolitaine ou, par délégation, par le maire désigné co-animateur du groupe de travail.

#### **Article 3-4 : Comptes-rendus des travaux et restitutions**

Les productions des groupes de travail font l'objet d'une restitution régulière en séance plénière de la conférence métropolitaine des maires.

### **Titre IV : Le comité métropolitain des directeurs généraux des services (DGS) des communes**

#### **Article 4-1 : Fonctionnement du comité des DGS**

Ce comité constitue le pendant technique de la conférence métropolitaine des maires.

Il réunit les DGS des communes, ainsi que le DGS et les DGA de la métropole.

Il se réunit sur invitation par voie électronique du DGS de la métropole.

En cas d'empêchement, un DGS ne peut pas se faire représenter par un tiers.

A l'occasion de chaque séance plénière, chaque DGS peut se faire accompagner par un membre de l'administration municipale. Ces accompagnants assistent à la séance dans un espace qui leur sera réservé.

### **Titre V : Les saisines**

#### **Article 5-1 : organisation des saisines consultatives**

Des saisines consultatives des maires peuvent être organisées par le Président de la métropole ou par les vice-présidents thématiques métropolitains.

Elles sont présentées sous la forme d'un courrier accompagné le cas échéant de document(s).

Les maires sont invités à formuler une réponse écrite.

L'ensemble des réponses fait l'objet d'un document consolidé remis au Président ou au vice-président à l'initiative de la saisine.

Ce document est porté à la connaissance de l'ensemble des maires.

#### **Titre VI : Portail extranet d'informations et d'échanges**

##### **Article 6-1 : mise en place et fonctionnement du portail extranet**

De manière à permettre une information pertinente, continue et interactive sur la Conférence métropolitaine des Maires et l'ensemble de ses déclinaisons, un portail extranet est mis à la disposition des Maires.

Un identifiant personnel est attribué à chaque maire, sous sa responsabilité, pour consultation de ce site dédié.

#### **Titre VII : Modification du règlement intérieur de la conférence métropolitaine des maires**

##### **Article 7-1 : modalités de modification du règlement intérieur**

La Conférence métropolitaine des Maires peut proposer des modifications ou complément au présent règlement, selon ses besoins de fonctionnement.

Ces modifications devront être approuvées par délibération du Conseil de la Métropole.